



Alliance Nationale des communautés pour la santé
Certifiée ISO 9001

Membre de la Coalition
Internationale Sida



TABASKI AVEC ZÉRO CONTAMINATION AU CORONAVIRUS
**L'ANCS et la COSC/GFF
distribuent des
masques et des gels
dans les gares routières**



VIH, HÉPATITES B ET C, DIABÈTE, TUBERCULOSE...
**Coalition Plus lance
la Semaine
internationale
de dépistage**



**MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DE SANTÉ
EN CONTEXTE DE COVID-19**

**L'expertise et le savoir-faire
des communautés pour
garantir la performance**





Semestriel de liaison ANCS | Juillet 2021



L'expertise et le savoir-faire des communautés pour faire face à la Covid-19

Chers lecteurs,

Les années 2020 et 2021 resteront gravées dans nos mémoires, en ce qu'elles furent des périodes difficiles pour les programmes de santé, à cause de la pandémie de Covid-19. Pour faire face, les communautés ont su développer une forte capacité de résilience et démontrer un savoir-faire à travers des innovations efficaces et efficientes témoignant leur engagement à garantir l'offre de services, malgré la présence de la pandémie de Covid-19.

Les « Journées de convergence communautaire », thème central de ce présent magazine, ont été un moment fort pour démontrer la capacité des communautés à répondre aux urgences sanitaires.

Portant sur le thème « Garantir la qualité et la performance des programmes de santé en contexte de Covid-19 », ces « Journées de convergence communautaire » avaient réuni l'ensemble des acteurs impliqués de la réponse au VIH/sida qui se sont engagés à garantir la poursuite de la prestation de services communautaires en pleine crise sanitaire nationale et mondiale.

Chers lecteurs,

Ces journées de réflexion ont également coïncidé avec la fin du programme Nouveau modèle de financement (NMF2) du Fonds mondial et le début du NMF3. Ce fut une occasion, pour les acteurs de la réponse au VIH, de passer en revue les interventions menées, les résultats obtenus, les effets sur les populations bénéficiaires, les difficultés ainsi que les leçons apprises pour mieux aborder le NFM3.

C'est le lieu de féliciter chaleureusement les organisations sous-réceptaires avec lesquelles nous avons travaillé durant la mise en œuvre du programme NFM2. En effet, malgré les moyens limités, les difficultés de terrain, nos partenaires de mise en œuvre ont pu maintenir la performance du programme à des niveaux élevés. Ce qui démontre, s'il en était encore besoin, l'expertise et la forte capacité des organisations communautaires à exécuter des programmes de santé de qualité.

Chers lecteurs,

Les communautés ont développé plusieurs interventions innovantes visant à atténuer l'impact social et sanitaire de la pandémie de Covid-19 sur les populations en général et les groupes les plus vulnérables en particulier.

Dans cette dynamique, l'ANCS a procédé à une seconde phase de distribution de 4 208 kits alimentaires aux familles de personnes vivant avec le VIH, les malades de la tuberculose, du paludisme et aux autres groupes rendus vulnérables par la Covid-19. Cette chaîne de solidarité a été rendue possible grâce à la collaboration avec la Direction générale de la Santé publique (DGSP) du ministère de la Santé et de l'Action sociale, dans le cadre du C19RM du Programme Fonds mondial dont le financement a permis la mise en œuvre d'un paquet de services de communication pour un changement social et de comportements à travers la promotion du respect des mesures barrières, dans une perspective de prévention de la Covid-19.

Après avoir mobilisé 1 020 volontaires à Dakar et 780 dans les régions de Thiès, Diourbel et Kaolack, l'ANCS, dans une démarche d'innovation continue, a collaboré avec les réseaux d'imams dans la région de Dakar pour renforcer leurs compétences à développer et à s'approprier les messages de promotion de la vaccination contre la Covid-19.

Ainsi, 125 imams ont été renforcés sur les thématiques liées à la Covid-19, afin qu'ils relaient les messages de sensibilisation sur la vaccination et la promotion des gestes barrières contre la Covid-19, lors de leurs prêches.

Chers lecteurs,

C'est le lieu de remercier tous les partenaires techniques et financiers, grâce à qui toutes ces interventions ont été rendues possibles. Nous citons ici le Fonds mondial, l'Onusida, Expertise France, Coalition Plus, Frontline Aids, USAID, IntraHealth, le CCM, le CNLS, le ministère de la Santé et ses démembrés.

Cependant, la Covid-19 est toujours présente et les acteurs de la société civile doivent rester mobilisés. Nous saurons compter sur les bases solides de notre partenariat pour affronter la Covid-19 qui continue de faire planer sa menace constante sur nos programmes. Nous devons nous convaincre que le savoir, l'expertise et la capacité de résilience des communautés transformeront ces menaces en opportunités et que les organisations communautaires continueront à assurer et à garantir l'accès des populations aux services de santé. Telle est notre vocation et nous ne saurions y déroger.

Bonne lecture

4|7 Distribution de masques et de gels dans les gares routières
L'ANCS et la coalition de la société civile lancent l'opération « Tabaski avec zéro contamination au coronavirus »



8|9 Vaccination contre la Covid-19
L'ANCS s'appuie sur le Réseau des imams pour la sensibilisation



16|19 Coalition Plus lance la Semaine internationale de dépistage
Dépister, encore dépister, toujours dépister



10|15 Journées de convergence communautaire
Garantir la qualité et la performance des programmes de santé en plein Covid-19



20|21 Journée mondiale du sida 2020
Solidarité et responsabilité sur fond de Covid-19



22|23 Avec le soutien financier du Programme du département américain de la Défense pour la prévention du VIH/sida (DHAPP)
L'ANCS, en collaboration avec le Programme sida dans les forces armées, lance le projet « Arr Sunu Jambar Yi »



25|27 Enquête sur le plus vieux métier du monde
Prostitution, le cercle infernal



Sacré Cœur Pyrotechnique, Villa R41 Cité Keur Gorgui
BP : 10297 (Dakar-Liberté)
Tél. : +221 33 869 30 11 - Fax : +221 33 827 95 02
Web : www.ancs.sn - Email : ancs@ancs.sn

• Directrice de Publication : **Magatte MBODJ GUËYE** (Directrice Exécutive)

• Coordonnateur : **Issa NIANG** (Responsable Communication et Marketing)
• Assistante : **Madeleine S. MADIOUNE DIOUF** (Chargée de la Documentation et de l'Information)

• Ont participé à ce numéro :
Massogui THIANDOU (Directeur Technique)
Assane DIAGNE (Président Toit du monde - Membre CA ANCS)
Ousseynou BADIO (Chargé de Projet ANCS)
Mame Mor FALL (Responsable des Programmes)
Macoumba MBODJ (Cellule de communication CNLS)

• Crédit photo : **Baye Maniang DIAGNE** • Révision : **Gaston COLY**



Le Directeur Technique de l'ANCS en compagnie des volontaires mobilisés pour la distribution des masques et gels.

■ DISTRIBUTION DE MASQUES ET DE GELS DANS LES GARES ROUTIERES

L'ANCS ET LA COALITION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE LANCENT L'OPÉRATION « TABASKI AVEC ZÉRO CONTAMINATION AU CORONAVIRUS »

Voyager en toute sécurité de Dakar vers les régions de l'intérieur du pays, sans transmettre, ni être contaminé par le coronavirus. Tel est le vœu de l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS), en collaboration avec la Coalition de la société civile/GFF qui a lancé l'opération « Tabaski avec zéro contamination au coronavirus ».

A la veille des fêtes comme la Tabaski (Fête du mouton), les gares routières sont prises d'assaut. Bondées de monde. Les voyageurs quittent Dakar pour rejoindre leurs localités d'origine, afin de passer les fêtes en famille. Une situation qui crée un rush indescriptible dans les gares routières, entraînant ainsi un risque réel de transmission élevé du virus de la Covid-19. Face à ce risque, l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS) en collaboration avec la Coalition de la société civile/GFF, a mené une opération "coup de poing" au niveau des gares routières, notamment au terminus Liberté 5 et aux Beaux Maraichers, dénommée «Tabaski avec zéro contamination au coronavirus».

15 500 MASQUES ET PLUS DE 45 LITRES DE GEL HYDRO-ALCOOLIQUE DISTRIBUÉS
Mobilisant 40 jeunes volontaires pendant les trois jours précédant la fête de la Tabaski, l'ANCS et la Co-

alition de la société civile ont distribué environ 15 500 masques et plus de 45 litres de gel hydro-alcoolique aux voyageurs quittant les Beaux Maraichers et le terminus Liberté 5 pour rallier les autres régions du Sénégal. L'objectif est de faire voyager les passa-

gers en toute sécurité, afin qu'ils ne soient ni contaminés ni être vecteurs de transmission du virus durant tout le trajet. Si ces gestes barrières sont respectés, les parents restés au village seront épargnés d'un virus importé.

« YOBALOU TABASKI » MASSOGUI

Pour le directeur technique de l'ANCS, Massogui Thianidoum, cette mobilisation de la société civile contre la Covid-19 peut être dénommée « Yaubalou Tabaski ». Car il s'agit, au-delà de la distribution de gel, et de masques pour les voyageurs, de lancer des messages de sensibilisation pour que chaque voyageur soit porteur d'un message fort au niveau de sa communauté d'accueil.

« Avant le départ de chaque voiture, nos volontaires saisissent ce moment d'attention pour transmettre les messages clés autour du respect des gestes barrières », a alerté Massogui Thiandoum, ajoutant que ces voyageurs doivent également acheter des lots de masques et de gels en guise de cadeaux pour leurs familles d'origine afin que le virus ne se propage pas dans les villages.

Réactions... Réactions...

■ IBRAHIMA FALL Réseau Siggil Jigéen



« Une période difficile avec l'apparition d'une 3e vague de coronavirus... »

Nous sommes actuellement dans une période difficile, avec l'apparition d'une troisième vague de coronavirus. Beaucoup de cas positifs sont détectés. Et le Sénégal a atteint la barre des 50 mille cas, selon les chiffres avancés par le ministère de la Santé et de l'Action sociale. Ce qui explique l'urgence pour nous, société civile, d'agir sur le terrain. La distribution de masques et de gels est accompagnée de messages afin d'expliquer aux populations que la Covid-19 existe et elle est en train de faire des ravages. Le Réseau Siggil Jigéen a mené des actions de sensibilisation envers la communauté, depuis l'apparition de la Covid-19, en apportant une contribution financière significative au ministère de la Santé pour l'achat de gels, de masques et autre matériel de protection collective et individuelle.

■ MAME MOR FALL Responsable des programmes ANCS



« Nous envisageons d'accompagner les voyageurs sur le chemin du retour à Dakar »

Une mobilisation de la société civile autour du concept « Yobaalou Tabaski », qui permet d'encadrer, de sensibiliser les voyageurs sur le respect des gestes barrières, afin qu'on arrive à zéro contamination, en cette veille de fête de Tabaski. Nous espérons que les voyageurs arriveront dans leurs localités d'origine, y séjourneront et les quitteront en bonne santé, laissant également leurs familles en bonne santé. Nous envisageons de faire le « Gattandou », consistant à accompagner les voyageurs qui quittent leurs localités d'origine pour rallier Dakar avec la même mobilisation. Nous autres organisations de la société civile, nous nous concertons dans ce sens.

■ ALIMA DRAMÉ Secrétaire permanente d'Afriyan Afrique de l'Ouest et du Centre



« Une lassitude de la part des Sénégalais, face à la riposte à cette pandémie, a été constatée »

Une lassitude de la part des Sénégalais, face à la riposte à cette pandémie, a été constatée, alors que présentement nous assistons à une troisième vague. Cette activité contribue à sensibiliser les communautés sur la nécessité de respecter les gestes barrières, mais aussi porter les masques et de mettre la solution hydro-alcoolique. Le faisant, les voyageurs épargneront leurs parents restés au village de toute contamination du coronavirus. En collaboration avec plusieurs organisations de la société civile, nous avons eu à mener des tweets-live et tweets-tchat interpellant ainsi les autorités étatiques et sanitaires, en leur rappelant la nécessité de ne pas négliger les autres priorités que sont la santé de la mère et de l'enfant, mais également la santé de la reproduction chez les ados et les jeunes. Le Réseau africain des adolescents et des jeunes intervient dans deux régions, notamment l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Afriyan travaille sur les quatre piliers du dividende démographique, à savoir l'emploi, l'entrepreneuriat, la santé et le bien-être, le développement des compétences ainsi que l'éducation et la bonne gouvernance.

■ ABDOU AZIZ MANDIAN Enda Santé



« Après la Tabaski, les organisations de la société civile proposeront d'autres stratégies pour freiner la propagation du coronavirus »

Nous sommes impliqués dans cette activité, dans le but de rappeler aux populations de renforcer les gestes barrières, car la Covid-19 est toujours là. C'est une activité ponctuelle de rappel des messages clés sur la prévention contre la Covid-19. Mais après la Tabaski, les organisations de la société civile feront le point pour évaluer la situation et proposer d'autres stratégies pour freiner la propagation du virus, car la situation est devenue un peu critique.

■ SOULEYMANE KÂNE Réseau jeunes Population et Développement au Sénégal



« Depuis un mois, nous assistons à une tendance de hausse des cas positifs de Covid-19... »

Depuis un mois, nous avons constaté une tendance de hausse des cas positifs de Covid-19 au niveau du pays. C'est une activité d'une importance capitale, en cette veille de fête de Tabaski, car les populations retournent dans leurs régions d'origine. Cette sensibilisation avec distribution de gels et de masques permettra de rompre la chaîne de transmission au niveau des voyageurs. Au lendemain des fêtes, nous devons avoir moins de cas positifs avec ce travail de sensibilisation effectué la veille. Pour rappel, le Réseau Popdev a participé à la riposte contre la Covid-19, en distribuant des masques aux populations démunies. Le réseau a mené des tweets pour mener des séances de sensibilisation au niveau de la cible jeune et s'est également déployé au niveau des écoles et des plages pour mener des séances de sensibilisation. Le Réseau Jeunesse Population et Développement est une organisation de la société civile créée depuis 2007, pour participer à toutes les activités contribuant à l'épanouissement, à la santé et l'environnement jeune.

AÏSSATOU NDIAYE
(Youth Women for Action) Sénégal



« Nous assistons à une certaine méconnaissance de la Covid-19, mais aussi un certain déni... »

La riposte contre la Covid-19 n'est pas le combat d'une seule personne, mais engage la responsabilité de tout un chacun. Le fait d'échanger avec les passagers en leur rappelant les messages pour le respect des gestes barrières, est d'une importance capitale. Nous assistons à une certaine méconnaissance de la pandémie Covid-19, mais aussi un certain déni qui est observé de la part des populations face l'existence du coronavirus. Face à cette situation, nous autres acteurs de la société civile sommes dans l'obligation d'aller vers les populations et de les aider à adopter des gestes responsables. YWA a distribué des kits pour le lavage des mains à Dakar et dans certaines localités de la banlieue. YWA est une organisation qui travaille à combattre les violences faites aux filles et aux femmes, et défendre leurs droits en santé sexuelle et reproductive.

DOUDOU SARR
Adjoint au chef de service Exploitation et chargé de Communication de la Gare Beaux-Maraîchers

« La Direction générale des Beaux-Maraîchers, les organisations de chauffeurs et les syndicats de transporteurs vous remercient infiniment »

Nous remercions l'ANCS ainsi que la Coalition de la société civile pour leur opération Tabaski avec « Zéro contamination au coronavirus ». Cette activité contribuera certainement à réduire la transmission du virus et éviter la saturation de prises en charge. Comme vous le constatez, la gare des Beaux-Maraîchers enregistre des milliers de personnes par jour qui partent vers toutes les régions du Sénégal. Encadrer les voyageurs et leur transmettre les bons messages pour le respect des gestes barrières. Nous tenons à magnifier ce geste de l'ANCS avec la Coalition de la société civile. La Direction générale, les organisations de chauffeurs et les syndicats de transporteurs vous remercient infiniment.



ASSANE DIAGNE
Président de Toi du Monde



« La société civile a sonné l'alerte et interpellé l'Etat sur la gravité de la situation »

C'est à la suite d'un webinaire sur l'évolution fulgurante des cas de Covid, ces derniers jours, que la société civile s'est voulue prendre le taureau par les cornes pour lancer un message d'alerte à l'endroit des populations et interpellé l'Etat. Joignant l'acte à la parole, les OSC ont révisé encore leurs plans et budgets pour faire une action ponctuelle de sensibilisation des populations devant quitter Dakar (l'épicentre) pour passer les fêtes dans les régions intérieures du pays. Ce flux important de voyageurs, à défaut de l'interdire, il fallait l'encadrer, les conseiller et les appuyer en masques et en gels sous le concept de « Yaubaalu Tabaski ». En tant qu'organisation de jeunesse, Toi du Monde est au cœur du dispositif. Pour la petite histoire, Toi du Monde a initié, dès les premières heures de l'apparition de la pandémie Covid-19, une stratégie intitulée « Cas communautaire, riposte communautaire, la jeunesse s'engage ». A cela s'ajoutent la réalisation de capsules vidéos d'information arrimées à l'évolution de la pandémie, la mise en place d'une brigade contre les fake-news, les campagnes de sensibilisation pour le respect des gestes barrières au niveau des écoles, des mosquées, des marchés, des gares routières. La campagne de plaidoyer pour le maintien des services essentiels SRMNEA en période de Covid et la sensibilisation pour la vaccination ont été des activités inscrites dans le plan d'action de Toi du Monde.

**ETAPE 1 : Terminus Liberté 5
Dakar Demb Dikk**
ETAPE 2 : Gare les Beaux-Maraîchers



Les volontaires de l'ANCS, habillés en gilets et tee-shirts, sont mobilisés matin et soir pour offrir des masques et gels à tous les voyageurs qui quittent Dakar pour les régions.





Les religieux (imams et maîtres coraniques) s'engagent aux côtés de l'ANCS pour la promotion de la vaccination.

■ VACCINATION CONTRE LA COVID-19

L'ANCS S'APPUIE SUR LES RÉSEAUX D'IMAMS POUR LA SENSIBILISATION

Face à la réticence des populations à aller se faire vacciner contre la Covid-19, l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS) s'est engagée aux côtés du ministère de la Santé et de l'Action sociale, en investissant le terrain à travers des séances de sensibilisation.

C'est ainsi que les imams et les prêcheurs des départements de Rufisque, Dakar, Pikine, Guédiawaye et Keur Massar sont capables pour porter la bonne information et sensibiliser les communautés pour qu'elles aillent se faire vacciner contre la Covid-19. L'Alliance nationale des communautés pour la santé a initié des actions communautaires pour amener les

populations à se faire vacciner. « Avec les imams et autres leaders communautaires, nous sommes venus les capacités afin qu'ils véhiculent dans leurs prêches le message d'aller se faire vacciner », a souligné Ousseynou Badio, Chargé de programme à l'ANCS. « Nous avons communiqué avec tout le monde. Mais nous assistons à de la résistance et à de la réticence des populations à se faire vacciner. C'est pourquoi l'ANCS s'est appuyée sur les imams pour inciter les populations à se faire vacciner contre la Covid-19 », renchérit M. Badio qui souligne que cette activité cible tous les segments de la population, en particulier les personnes du troisième âge qui traînent souvent des comorbidités. Au niveau du centre de santé de Pikine Guinaw Rails Nord, on estime à plus de 800 le nombre de personnes vaccinées. Un chiffre faible comparé à la population de la localité, obligeant ainsi l'infirmière-chef



de poste à s'appuyer sur le Conseil communal de la jeunesse, les Bajenu Goxx, les imams et les délégués de quartier pour sensibiliser davantage les populations à se faire vacciner contre la Covid-19. « Nous devons faire confiance à l'ICP qui s'occupe de notre santé quotidiennement. Si on la voit se faire vacciner, nous les populations devront aller se faire vacciner en masse. En tant que religieux aussi, nous devons donner le bon exemple en étant les premiers à se faire vacciner et inciter les populations, à travers nos prêches, à faire pareil », a plaidé un imam de la grande mosquée de Guinaw Rails.

L'Infirmière Chef de poste de Pikine Guinaw Rails Nord.



Garantir la qualité et la performance des programmes de santé en plein Covid-19

Face à la pandémie de Covid-19, les acteurs communautaires, sous le leadership de l'ANCS, ont organisé des Journées de convergence communautaire pour réfléchir sur comment rendre efficace la mise en œuvre des programmes de santé comme le sida, la tuberculose et le paludisme en période de pandémie comme la Covid-19. Quelles que soient les difficultés rencontrées, l'expertise communautaire devrait garantir la qualité et la performance des programmes de santé.



Les participants
venus des 14 régions
du Sénégal.

« L'apparition de la pandémie Covid-19 a contribué à la fragilisation des systèmes de santé partout dans le monde. La mise en œuvre des programmes de santé luttant contre le sida, la tuberculose et le paludisme a été fortement affectée par la Covid-19, entraînant ainsi une baisse drastique des activités en lien direct avec les indicateurs. D'où la pertinence du thème des Journées de convergence communautaire de l'ANCS. Mais la particularité de cette année 2020 est qu'elle marque aussi la fin du Programme Nouveau modèle 2 du Fonds mondial. Pour l'ANCS et son réseau d'acteurs communautaires, ces journées seront l'occasion de passer en revue les interventions menées, les résultats obtenus, les effets sur les populations bénéficiaires, les difficultés et les leçons apprises. A l'issue des travaux, les acteurs communautaires apprendront du Nouveau modèle de financement (NFM2) pour mieux aborder le NFM3 qui pointe à l'horizon. Le NFM3 s'annonce avec plus de défis. Mais nous saurons compter sur les bases solides de notre partenariat pour affronter les défis parmi lesquels la Covid-19 qui continue de faire planer sa menace constante sur nos programmes. Soyez rassurés que notre savoir, notre

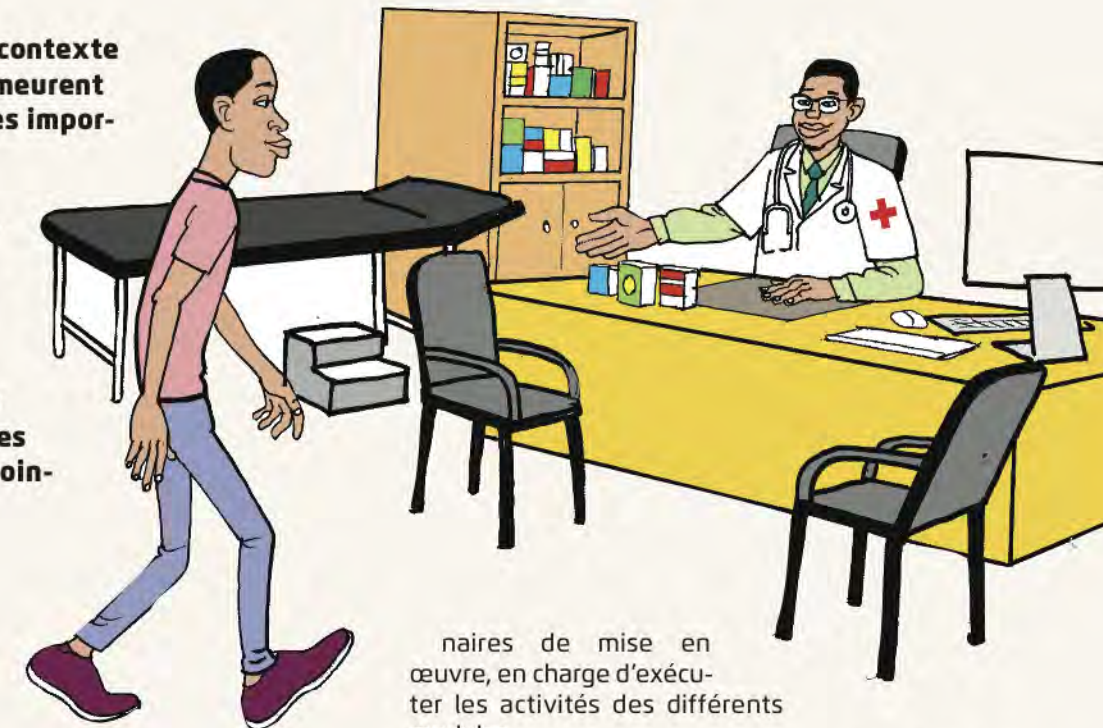
expertise et notre capacité de résilience transformeront ces menaces en opportunités et que les organisations communautaires continueront à assurer et à garantir l'accès des populations aux services de santé. Telle est notre vocation et nous ne saurions y déroger. » Dans son speech, la directrice exécutive de l'ANCS n'a pas manqué de féliciter chaleureusement les organisations sous-réceptaires et les organisations communautaires de base avec lesquelles le président a travaillé durant la mise en œuvre du Programme NFM2. En effet, « malgré les moyens limités, les difficultés de terrain, vous avez pu maintenir la performance du programme à des niveaux élevés. Ce qui démontre, s'il en était encore besoin, l'expertise et la forte capacité des organisations communautaires à gérer les programmes de santé », s'est félicité Magatte Mbodj. Ces remerciements vont également à l'endroit des partenaires tels que le Fonds mondial, l'ONUSIDA, EXPERTISE France, l'USAID, INTRAHEALTH, CCM, CNLS, le ministère de la Santé et ses démembrés, les réseaux et organisations communautaires de base. « La réussite du Programme NFM2 ne saurait être une réalité sans votre appui », a souligné la directrice exécutive de l'ANCS.

■ PASSAGE DU NMF2 AU NMF3

RENFORCER L'ADOPTION DE COMPORTEMENTS SÉCURITAIRES POUR LES POPULATIONS-CLÉS ET/OU VULNÉRABLES

LE DROIT À LA SANTÉ

Les populations en contexte de vulnérabilité demeurent également des cibles importantes et les interventions de prévention du Nouveau modèle de financement en son deuxième cycle (NMF2) avaient pour objectif de les amener à adopter des comportements à moindre risque.



naires de mise en œuvre, en charge d'exécuter les activités des différents modules.

Le projet relatif au troisième cycle du Nouveau modèle de financement (NMF3) vise prioritairement la poursuite et le renforcement d'interventions en direction des populations-clés et/ou vulnérables pour l'adoption de comportements sécuritaires pour la réduction de la prévalence et de l'incidence du VIH. Il s'agit généralement de stratégies de prévention de la transmission sexuelle à travers le dépistage, la promotion des comportements sexuels à moindre risque par des causeries, des sessions éducatives, la promotion de l'utilisation et la distribution de préservatifs. Il sera également mis en œuvre d'autres stratégies pour inverser le cours de l'épidémie auprès des populations-clés. La prophylaxie préexposition (PrEP) qui s'annonce ainsi comme un outil contextuel pour répondre efficacement à la situation de la prévalence auprès des HSH, va être passée à l'échelle. Des stratégies novatrices seront déroulées à l'endroit des transgenres qui constituent de plus en plus des cibles émergentes et difficiles d'accès. L'efficacité des stratégies passe par la mise en place de services communautaires innovants et adaptés pour dépister, appuyer l'observance au traitement et améliorer la qualité de vie des PVIH. La mise en œuvre de ces stratégies se fera à travers le recrutement d'organisations compétentes de la société civile comme sous-réceptaires ou parte-

La mise en œuvre des projets financés dans le cadre des fonds catalytiques a fortement influencé l'élaboration des stratégies du Nouveau modèle de financement (NMF3). Ainsi, les interventions du NMF3 sont essentiellement orientées vers les populations-clés, compte tenu de la forte prévalence du VIH en leur sein. Ce qui a pour conséquence la réduction drastique (plus de 90 %) des fonds alloués à certains modules comme l'IEC/CCC en direction des groupes vulnérables, la prise en charge communautaire des PVIH et OEV, entre autres. De la sorte, le nombre de SR passera de 10 pour le NFM2 à 7 pour le NFM3. L'ANCS, réceptaire principal du Fonds mondial (FM), volet VIH pour le compte de la société civile, fort de son expérience de plus de 15 ans dans la gestion et la mise en œuvre des subventions du FM, a élaboré des documents de gestion pour la mise en œuvre du NFM3. Ces documents prennent en compte les nouvelles orientations du FM et la note conceptuelle du Sénégal validée par le CCM et le FM. Les Journées de convergence des acteurs de la société civile impliqués dans la mise en œuvre du NMF3 ont servi de cadre d'échange, d'apprentissage mutuel et de préparation pour garantir les performances attendues par le FM. Il s'est agi principalement d'amener les organisations réceptaires à faire le point sur la mise en œuvre du NFM2 en matière de résultats, de défis et de leçons apprises, en perspective du démarrage du NFM3 pour la période 2021-2023.

■ SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE DU SÉNÉGAL

UNE FORTE PRÉVALENCE CHEZ LES POPULATIONS-CLÉS...

LEDROIT À L'INFORMATION PRÉALABLE



Le Sénégal, dans sa riposte actuelle au VIH, fait face aux défis relatifs au ciblage systématique et à grande échelle des populations-clés, tout en atténuant les risques d'accroître la stigmatisation à leur égard. Il devient impératif de créer un environnement favorable à la protection et à la promotion des droits humains et du genre, en conformité avec les lois en vigueur et ménageant les sensibilités socioculturelles et religieuses.

L'analyse de la situation épidémiologique du VIH au Sénégal a permis d'identifier, en plus des populations-clés, des groupes présentant des facteurs particuliers de vulnérabilité qui les exposent au VIH. Ces groupes de populations sont : les prisonniers, les adolescents et adolescentes, les jeunes filles et garçons (15-24 ans), les personnes en situation de handicap, les populations mobiles (pêcheurs, camionneurs, forces de sécurité et de défense, et les orpailleurs).

La répartition de la prévalence selon les zones géographiques, montre des disparités. Globalement, les régions du Sud, du Sud-Est et du Centre présentent des prévalences au-dessus de la moyenne nationale (estimée à 0,5 % en 2017). Il s'agit, respectivement, des régions de Kolda et de Ziguinchor (1,5 %) suivies de Kaffrine (0,9 %), Tambacounda (0,8 %) et Kédougou (0,6 %) selon les résultats de EDS MICS 2011 et EDS 2017.

Chez les populations-clés, les prévalences sont 10 à 50 fois supérieures à la moyenne nationale, avec des situations très préoccupantes chez les HSH. La prévalence du VIH chez les HSH augmente régulièrement. Elle est passée de 17,8 % en 2014 à 27,6 % en 2017, soit une augmentation de 10 points en trois ans. Cette augmentation est plus marquée chez les jeunes HSH, avec des prévalences plus élevées dans les régions du Nord et du Centre-Ouest, en particulier à Saint-Louis, Louga et Dakar où la prévalence peut aller au-delà de 40 % dans certains groupes de HSH.

L'analyse des nouvelles infections chez les jeunes populations-clés montre également des situations préoccupantes, notamment chez les HSH. Sur l'ensemble des nouvelles infections parmi les hommes de 15-49 ans, 69 % ont été enregistrées chez les jeunes HSH. Pour les PS, les nouvelles infections concernent 35 % des femmes de 15-49 ans. La prévalence du VIH chez les PS, bien que dix fois supérieure à celles des femmes et de la population générale, a baissé, passant de 18,5 % à 6,6 %, entre 2010 et 2015. Cette baisse a été confirmée par les données de 2019, avec une prévalence du VIH estimée à 5,82%.

Cette réduction de la prévalence pourrait être mise sur le compte des effets des activités d'IEC/CCC, singulièrement en matière d'utilisation du préservatif, mais aussi la dynamique des associations de PS et l'institutionnalisation de la prise en charge des PS au Sénégal. Selon l'ENSC 2019, 91,6 % des PS ont déclaré utiliser systématiquement les préservatifs avec leurs clients.

La prévalence du VIH chez les CDI est de 5,2 %, selon l'enquête UDSÉN réalisée en 2011. Elle est de 9,2 % chez les injecteurs. Cette prévalence est plus élevée chez les femmes CDI (13,0 %) que chez les hommes avec 3,0 %.

Par ailleurs, une enquête plus récente réalisée par le PARECO (ANCS) en 2019, dans les régions de Kaolack et de Dakar, a montré une prévalence de 3,7 % chez cette catégorie de populations-clés.



La Directrice Exécutive de l'ANCS remettant le lot de matériel de protection individuelle et collective au Gouverneur de la région de Kaolack Alioune Badara Mbengue.

■ FACE A LA PANDÉMIE

LES COMMUNAUTÉS À L'ORIGINE DE PLUSIEURS INITIATIVES VISANT À FAIRE FACE À LA COVID-19

Les Volontaires de l'ANCS sensibilisent sur la nécessité de protéger les personnes âgées ou traînant une comorbidités.



Face à la pandémie Covid-19, les acteurs communautaires, sous le leadership de l'ANCS, sont à l'origine de plusieurs initiatives visant à permettre aux couches vulnérables à l'infection VIH de faire face à la pandémie, mais aussi de rompre la chaîne de contamination du virus.

S'engageant très vite à répondre aux besoins prioritaires exprimés par les populations impactées négativement par la Covid-19, l'ANCS a procédé à la distribution de plus de 500 kits alimentaires aux familles de PvVIH et aux familles de groupes vulnérables. A cela, s'ajoute un appui en équipements de protection individuelle et collective et en kits d'hygiène aux comités régionaux de gestion des épidémies (CRGE) des régions de Dakar, Thiès, Diourbel et Kaolack. Ce matériel a été remis aux gouverneurs en présence des médecins-chefs de ces régions.

Pour renforcer la sensibilisation auprès des populations, l'ANCS a mobilisé plus de 1 000 volontaires pour la région de Dakar et 1 000 autres volontaires dans les régions de Thiès, Diourbel et Kaolack, pour travailler avec les communautés dans la co-construction de messages et d'attitudes dans le sens du respect des gestes barrières.

En ce qui concerne la prise en charge médicale des PvVIH, les acteurs communautaires ont mis en place une stratégie de distribution communautaire d'antirétroviraux avec l'expérience relictante de l'association Bokk Yakaar de Fatick qui a su mettre à contribution les « motos-Jakarta » pour acheminer les médicaments dans les villages les plus reculés.

Dans le même sillage, l'ANCS magnifie la stratégie déployée par le Centre de traitement ambulatoire (CTA) pour éviter toute rupture de traitement aux patients PvVIH.

Reactions... Réactions... Réactions...

MAGATTE MBODJ GUËYE
Directrice exécutive ANCS



« L'expertise et la capacité de résilience des communautés ont su garantir l'offre de services, malgré la pandémie Covid-19 »

Cette année, les Journées de convergence sont marquées par l'épidémie de la Covid-19 qui est venue bouleverser nos programmes et compromettre des résultats que nous nous avions fixés. Cependant, fort de notre capacité de résilience et de l'expertise de nos communautés, nous avons pu faire face, malgré les nombreuses difficultés. L'année 2020 restera dans les annales, en ce qu'elle fut une année difficile, mais aussi une année de démonstration du savoir-faire des communautés à travers des innovations efficaces et efficaces témoignant de nos capacités à garantir l'offre de services, malgré la pandémie de Covid-19 », a souligné la directrice exécutive de l'ANCS.

DR ABDOULAYE DIAGNE
Secrétaire permanent du CCM



« Cette approche évaluative rétrospective devrait permettre de mieux envisager la prochaine subvention, avec une étude critique des stratégies dans le domaine communautaire »

Secrétaire permanent du CCM, le docteur Abdoulaye Diagne a souligné que le thème des Journées de convergence, « Garantir la qualité et la performance des programmes de santé en contexte de Covid-19 », est pertinent et opportun, car la situation du pays est marquée par la reprise de la courbe ascendante de la Covid-19. Selon lui, cette approche évaluative rétrospective devrait permettre de mieux envisager la prochaine subvention avec une étude critique des stratégies dans le domaine communautaire. Le Dr Diagne a informé que la dernière supervision (du 30 novembre au 5 décembre 2020) a édifié le CCM sur les approches opérationnelles mises en œuvre par l'ANCS, ses SR et SSR qui travaillent sur le terrain. Pour le secrétaire permanent de la CCM, le défi est de relever la couverture qualité de l'efficacité dans les activités et travailler davantage sur la recherche de financements innovants afin de capter toutes les ressources locales possibles. In fine, il a assuré que le CCM sera toujours à côté de l'ANCS pour appuyer le travail effectué et fera les plaidoyers nécessaires pour une meilleure connaissance de l'apport de l'ANCS dans la lutte contre les maladies cibles du Fonds mondial et contre la Covid-19.

DEMBA KONÉ
Représentant-Pays Onusida



« Je me félicite des résultats honorables obtenus dans l'offre de services de prévention pour atteindre les personnes laissées en rade »

L'Onusida renouvelle ses félicitations du Système des Nations Unies à l'ANCS et à tous les acteurs de la société civile. Je me félicite des résultats honorables obtenus dans l'offre de services de prévention pour atteindre les personnes laissées en rade. Nous insistons sur les changements de comportement et sur les innovations dans les interventions. Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre sont dues à une crise sanitaire sans précédent causée par la Covid-19. Et malgré cette pandémie, les structures ont continué à fonctionner.

ABDOULAYE KA
CNLS



« Le CNLS est conscient que les communautés font la différence et cette différence est la plus-value pour un système de santé résilient et pérenne »

Parlant au nom de la secrétaire exécutive du CNLS, Abdoulaye Kâ a loué l'engagement et le leadership de l'ANCS. Selon lui, la communauté est au cœur des postes et le CNLS se réjouit de cet exercice à travers ces Journées de convergence qui permettra de faire le point sur le NFM2 en matière de résultats et de leçons apprises en perspective du NMF3. En tant que structure de coordination, le CNLS espère bénéficier de l'expérience des uns et des autres pour poursuivre le partenariat gagnant-gagnant.



Le Comité d'organisation des Journées de Convergence communautaire composé des agents et des superviseurs de l'ANCS.



Dépister toujours Dépister encore Dépister



VIH, hépatites B et C, diabète, tuberculose, cancer... Le dépistage d'une pathologie est le premier élément d'une prise en charge, en cas de test positif. C'est d'ailleurs « un droit et non un privilège ». Raison pour laquelle, Coalition Plus a lancé la Semaine internationale de dépistage, du 23 au 29 novembre 2020. C'est Dakar, la capitale sénégalaise, qui a accueilli le lancement officiel de cette première édition marquée un peu partout par l'organisation de caravanes de sensibilisation, avec la mobilisation des pairs éducateurs et du personnel de santé pour dépister plus de personnes.

La Semaine internationale de dépistage, dans ce contexte de pandémie de Covid-19, offre une opportunité pour la mise en place de stratégies visant à atteindre les 90-90-90, fin 2020. Parmi celles-ci, le dépistage constitue un maillon faible. Ainsi, la secrétaire exécutive du Comité national de lutte contre le sida (CNLS) a signalé, au cours du lancement de la semaine, que « 19 % des personnes infectées ne connaissent pas leur statut sérologique ». D'où, selon le Dr Safiatou Thiam, « une nécessité de développer des stratégies particulières pour combler le gap et espérer atteindre l'élimination de la maladie en 2030 ».

Venue présider la rencontre, le Dr Safiatou Thiam, Secrétaire exécutive du Conseil national de lutte contre le sida au Sénégal (CNLS), a d'emblée indiqué : « Au Sénégal, 0,5 % des femmes et 0,4 % des hommes de 15-49 ans sont positifs au VIH. Chez les populations-clés, cette séroprévalence est 12 à 50 fois plus élevée. Avec le pourcentage de PVIH (personnes vivant avec le VIH) connaissant leur statut sérologique estimé à 81 %, une couverture en ARV (antirétroviraux) en constante évolution, passant de 31,2 à 71 %, entre 2013 et 2019. Soit un total de 28 960 patients sous ARV, sur les 41 000

personnes vivant avec le VIH. Donc, on peut parler de progrès certains. Mais l'accès au dépistage reste un défi majeur à relever. »

Au moment où la communauté internationale s'est engagée à accélérer l'atteinte des résultats fixés, de façon durable, la Covid-19 est venue perturber les services de prévention et de prise en charge déployés auprès des populations, dans la plupart des pays du monde. Ce qui fait craindre un recul dans l'atteinte de l'objectif fixé au niveau mondial de dépister 90 % des personnes vivant avec le VIH à l'horizon 2020. Dans ce contexte, avec les demandes de transformation sociale qui se multiplient, l'ONUSIDA craint que les objectifs fixés par la communauté internationale ne soient pas atteints pour la plupart des pays.

Cette cérémonie de lancement a aussi permis aux différents intervenants de revenir sur l'expertise communautaire qui a permis d'atteindre des populations parmi les plus marginalisées et discriminées. Pour rappel, Coalition Plus est un réseau international de lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales, qui regroupe des associations issues de 52 pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique.

■ POUR UN DÉPISTAGE MASSIF DU VIH

DES CARAVANES DE SENSIBILISATION ORGANISÉES ET DES AUTOTESTS DONNÉS À DES PATIENTS

ISSA NIANG Responsable Communication ANCS

Pour un dépistage massif des personnes infectées, M. Sylla annonce que des caravanes de sensibilisation, des dépistages du VIH seront lancés et des autotests donnés à des patients. De plus, se fera un accompagne-

ment au niveau des centres de santé. Et les pères éducateurs iront vers leurs proches pour faire ce dépistage communautaire. Parce que, note-t-il, « depuis quelque temps, les gens ont banalisé le sida, comme si la question du VIH est réglée. C'est non ! On veut faire le dépistage couplé VIH et hépatites ; VIH et diabète ; VIH et tuberculose, ainsi de suite ».

En 2019, 20 %, soit 1,7 milliard de personnes vivant dans le monde ne connaissent pas leur statut sérologique. Cela, en dépit de tous les efforts consentis dans la lutte contre le sida. Ce qui freine le processus d'élimination de la maladie, corrélé aux échéances fixées aux Etats dans ce cadre.

Face à cette situation, Coalition Plus, un réseau international de lutte contre le sida et les hépatites virales, a lancé à Dakar la Semaine internationale du dépistage. Une première en Afrique subsaharienne.



Les spécialistes sur les questions du VIH développent le panel portant sur le « Dépistage du nourrisson » devant une assistance de plus d'une soixantaine de femmes.

Réactions... Réactions... Réactions...

DR SAFIETOU THIAM Secrétaire exécutive CNLS - Présidente Conseil d'administration Coalition Plus



« Il nous faudra certainement plus d'innovations pour prendre en compte toutes les cibles qui manquent »

Selon la présidente du Conseil d'administration de Coalition Plus/Afrique, en 2019, « près de 20 % des personnes vivant avec le VIH dans le monde ignoraient leur statut. Le constat est plus alarmant dans le cas de l'hépatite C où on estime que 4 personnes sur 5 ignorent qu'elles sont porteuses du virus. En ce qui concerne le dépistage, la voie de la réusite reste grande ouverte. Le monde peut mieux faire. Il nous faudra certainement plus d'innovations pour prendre en compte toutes les cibles qui manquent. Il nous faudra lever les obstacles qui entravent l'accès pour tous à des services de qualité. Il nous faudra aussi accélérer la prévention des nouvelles infections, notamment chez les adolescents et les jeunes filles et garçons. Pour arriver à dépister 90 % des personnes séropositives, Coalition Plus compte sur le dépistage communautaire. La valeur ajoutée de l'approche communautaire, une approche démedicalisée du dépistage, favorise la non-discrimination, l'atteinte de nouvelles populations et réduit les coûts à long terme », explique-t-elle.

ROKHAYA NGUER Présidente Conseil d'administration ANCS



« Pour la reconnaissance et l'intégration du dépistage communautaire dans les politiques de santé publique »

Les acteurs communautaires au sein de la Coalition Plus vont plaider pour une reconnaissance et une intégration du dépistage communautaire dans les politiques de santé publique, a dit la présidente du Conseil d'administration de l'Alliance des communautés pour la santé (ANCS), Rokhaya Nguer. Madame Nguer, dont la structure est membre de Coalition Plus, a également cité l'accès effectif aux outils de prévention et de dépistage, avec la recommandation de l'OMS pour la mise en place de l'autotest. Ce dépistage communautaire consiste à autoriser des personnes issues des communautés à effectuer le dépistage rapide, après qu'elles ont été dûment formées à cet effet. Cela permet de contourner les barrières de la stigmatisation et de la discrimination, et d'atteindre les populations les plus marginalisées qui sont au cœur des dynamiques épidémiques que nous combattons. Le dépistage communautaire permet non pas de dépister davantage, mais de dépister de manière plus ciblée et d'avoir ainsi un meilleur impact sur l'incidence.

ALIOU SYLLA DIRECTEUR COALITION PLUS/AFRIQUE



« Un dépistage par et pour les communautés vulnérables »

« Un ralentissement de la connaissance du statut sérologique des personnes vivant avec le VIH dans le monde a été constaté. Si une sur cinq personnes ignore son statut sérologique avec le VIH, 4 sur 5 personnes ne connaissent pas leur statut sérologique avec l'hépatite virale B et l'hépatite C, encore que nous avons fait le constat qu'on ne parle pas du cancer : c'est à ta phase terminale que tu sais que c'est le cancer ; le cancer du col de l'utérus chez la femme et le cancer anal chez l'homme. C'est une situation gravissime. Le sida et les hépatites ne sont pas une fatalité. Se faire dépister est essentiel pour initier un traitement et stopper les transmissions. Mais ce serait un vœu pieux de chercher à atteindre l'objectif de l'élimination du sida, si nous ne dépistons pas le VIH là où il sévit le plus : au sein des communautés marginalisées », rappelle-t-il. D'où l'intérêt du dépistage communautaire qu'Aliou Sylla voit comme « une solution, parce que le dépistage médical n'est pas suffisant. Combien d'entre vous ont les moyens d'aller au centre de santé pour y avoir accès ? C'est pourquoi le dépistage communautaire devient un complément au dépistage médical. Au sein du Réseau international Coalition Plus, nous demandons un déploiement, à l'échelle nationale et internationale, du dépistage dit communautaire, c'est-à-dire un dépistage fait par et pour les communautés vulnérables. De toute évidence, les progrès scientifiques ont prouvé, ces dernières années, que le dépistage est le premier élément d'une prise en charge, en cas de test positif », a rappelé en substance le président de Coalition Plus/Afrique.

L'ANCS MOBILISE SA BASE COMMUNAUTAIRE ET BOOSTE LES INDICATEURS SUR LE DÉPISTAGE

Au Sénégal, l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS), membre de Coalition Plus internationale, va mener différentes activités pour marquer cette semaine internationale de dépistage. En ce qui concerne le dépistage, les liens seront établis avec les politiques nationales, l'apport des acteurs communautaires en termes de stratégie, mais surtout de contribution aux indicateurs nationaux. Comment toucher plus et mieux les populations les

plus marginalisées ? Comment rapprocher le service de dépistage ? Comment maximiser la participation des communautés marginalisées à travers le dépistage communautaire ? Ces activités vont permettre à l'ANCS, à travers sa base communautaire, d'engager une campagne de communication autour des thématiques centrales du dépistage. C'est ainsi que deux panels suivis de dépistage ont été organisés à Thiaroye et à Ziguinchor.

ÉTAPE DE THIAROYE PANEL SUIVI DE DÉPISTAGE AU CENTRE JACQUES CHIRAC DE THIAROYE

102 FEMMES DÉPISTÉES DONT 2 CAS SONT REVENUS POSITIFS, CONFIRMÉS ET RÉFÉRÉS POUR LA MISE SOUS TRAITEMENT



Séance de dépistage à Pikine.

Un panel dont le thème porte sur « Le dépistage du nourrisson » suivi de dépistage chez les femmes, a été organisé au centre Jacques Chirac de Thiaroye situé à Pikine. Il s'agit d'accentuer la réflexion autour du dépistage à travers des activités de communication sur le dépistage et aussi des séances de dépistage, avec la prestation des artistes au niveau local. Avec l'Association de femmes pour l'appui aux actions de développement (AFAAD), une forte mobilisation a été constatée, avec 102 femmes dépistées dont 2 cas sont revenus positifs, confirmés et référés pour la mise sous traitement. Au cours de cette activité, 500 préservatifs ont été distribués et 60 personnes touchées par le panel.

ÉTAPE DE ZIGUINCHOR MOBILISATION DES JEUNES DANS LA CAPITALE DU SUD

47 PERSONNES DÉPISTÉES DONT 32 HOMMES ET 15 FEMMES



Séance de dépistage à Ziguinchor.

A Ziguinchor, une localité située à plus de 450 km de Dakar, les jeunes du Conseil régional de la jeunesse se sont mobilisés, à l'occasion de la Semaine internationale de dépistage. Au total, près de 47 personnes ont été dépistées dont 32 hommes et 15 femmes, lors d'un panel suivi de dépistage organisé dans les locaux dudit Conseil régional.

Lors de ce panel, la présidente du Réseau national des associations de personnes vivant avec le VIH (RNP+) a fait un témoignage émouvant sur son vécu en tant que PVIH. Un témoignage qui a suscité beaucoup d'intérêt au sein des participants. Ces derniers ont posé plusieurs questions sur son parcours. La présidente du RNP+ a tenu à rappeler aux jeunes que l'infection à VIH n'est pas une fatalité et il faut apprendre à vivre positivement sa séropositivité. Remerciant l'ANCS et Coalition Plus du choix de la ville de Ziguinchor pour abriter cette activité, la conseillère technique VIH de la

région Sud est revenue sur la prévalence au niveau local. Celle-ci tourne autour de 1,1 %, donc largement supérieure à la moyenne nationale qui est de 0,5 %. D'où la pertinence de mener cette campagne de dépistage. « Eliminer la pandémie du sida à Ziguinchor n'est pas une mission facile », dit-elle soulignant que la région méridionale présente des particularités. C'est le fait, d'abord, d'être une zone touristique. C'est également une localité qui enregistre des activités culturelles très intenses qui peuvent être notées dans le département de Bignona et un peu dans celui d'Oussouye. Selon la conseillère technique VIH de la région médicale de Ziguinchor, ces cérémonies drainent beaucoup de monde. C'est d'ailleurs, dit-elle, la raison pour laquelle ils déroulent des stratégies avancées, en collaboration avec les districts de la place. De plus, Mme Guèye estime que la position transfrontalière avec la Gambie et la Guinée-Bissau, fait de Ziguinchor une zone à risque. Mais avec la collaboration des unités de conseils nationaux de lutte contre le sida dans ces pays, des rencontres de partage des bonnes pratiques avaient été organisées pour une prise en charge efficiente et efficace de la maladie au niveau de la zone Sud. Elle a aussi déploré le fait que les personnes vivant avec le VIH sont souvent victimes de stigmatisation et de préjugés. Ce qui rend difficile la réponse au VIH dans cette localité.

JOURNÉE
MONDIALE
DU SIDA
2020

Solidarité et responsabilité sur fond de Covid-19

La Journée mondiale de lutte contre le sida a été célébrée en toute sobriété, le 1er décembre. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Jeunesse, Madame Néné Fatoumata Tall, et du Docteur Marie Khémesse Ngom, Directrice générale de la Santé (DGS) ainsi que des principaux partenaires techniques et financiers impliqués dans la réponse au VIH/sida.

MACOUMBA MBODJ Cellule Communication CNLS



Photo de famille des acteurs de la réponse au VIH en compagnie du ministre de la Jeunesse Néné Fatoumata Tall.

L'impact de cette épidémie sur le VIH est indéniable. Docteur Marie Khémesse Ngom note, de ce fait, « la remise en question des résultats réalisés ces dernières années à travers pratiquement tous les programmes ». Cette situation, ajoutée à une hausse notée des cas de contamination chez les jeunes, justifie la montée en ligne des jeunes dans la riposte contre le VIH.

Madame le ministre de la Jeunesse a ainsi rappelé plus que jamais la nécessité de remobiliser les acteurs autour de la notion de solidarité pour un accès sans interruption aux traitements et dans l'atteinte des 90-90-90.

En plaçant l'édition 2020 de la Journée mondiale de lutte contre le sida sous le thème de « La solidarité mondiale et responsabilité partagée », l'Onusida met en avant les liens étroits entre la santé et les autres aspects de développement durable, les aspects sociaux, économiques, le financement de la santé et les

aspects liés aux droits humains. La communauté internationale est invitée à bâtir une solidarité pour la santé mondiale. Elle doit prendre ses responsabilités et s'engager à resserrer les rangs pour soutenir les systèmes de santé de nos pays à devenir fort et résilient pour garantir l'accès aux soins et aux traitements, l'égalité du genre et le respect des droits humains. « La solidarité mondiale et responsabilité partagée » pour le Conseil national de lutte contre le sida et les acteurs de lutte contre le sida, c'est d'avoir élaboré un plan d'appui au plan de contingence national pour contribuer au contrôle de l'épidémie de Covid-19 et en atténuer l'impact sur les programmes et services VIH.

DE NOUVELLES INFECTIONS APPARAISSENT CHEZ LES ADOLESCENTES, LES ADOLESCENTS, LES JEUNES FILLES ET GARÇONS...

La Journée mondiale de lutte contre le sida demeure un moment propice pour se livrer à une réflexion sur ce que nous avons accompli à l'échelle nationale et internationale, et sur les nouveaux défis que nous devons surmonter. Au Sénégal, l'épidémie du sida est en déclin, les nouvelles infections ainsi que les décès ont baissé de près de 40 %. En fin 2019, 81 % des PvVIH étaient dépistées et connaissaient leur statut sérologique ; 87 % d'entre elles étaient mises sous médicaments ARV et parmi ces dernières, 81 % sont indétectables, c'est-à-dire ne transmettent pas le virus du sida.

Par ailleurs, nous constatons que même si l'épidémie est faible dans la population générale, de nouvelles infections apparaissent chez les adolescentes, les adolescents, les jeunes filles et garçons. Des populations très vulnérables restent encore stigmatisées, marginalisées et leurs accès aux services restent limités.

Réaction...

DR SAFIATOU THIAM
Secrétaire exécutive CNLS



« Cette Covid-19 a fortement impacté la riposte au sida »

Ce 1er décembre 2020 revêt une signification particulière. Au moment où naissait l'espoir de sortir enfin de la pandémie de la Covid-19, que le monde subit cette 2e vague avec toutes les incertitudes que cela peut créer, surtout dans nos pays. La Covid-19 qui a fortement impacté nos vies, nos organisations, notre travail. Cette pandémie est révélatrice des inégalités en santé. Comme les autres crises avant elle, cette crise sanitaire s'est davantage fait sentir chez les populations les plus vulnérables. Elle a exacerbé les difficultés que vivaient déjà les personnes vivant avec le VIH. Elle a fortement impacté la riposte au sida. Toutefois, comme nous savons si bien le faire dans la riposte au sida, nous avons su réagir, nous adapter et continuer. Cette expérience inédite nous donne l'occasion de nous arrêter pour faire le bilan des leçons apprises de cette pandémie qui continue de secouer le monde. Elle est l'invitation à réviser nos approches et faire preuve de plus de solidarité.

En choisissant de nous focaliser sur cette urgence sanitaire dans un premier temps, en confinant nos populations les plus vulnérables, en apportant une aide alimentaire aux plus démunis, en sonnant la mobilisation nationale, notre pays a su faire face à l'urgence sanitaire mondiale. Très vite, les personnes vivant avec le VIH ont été au cœur de tous les dispositifs pour que l'accès aux soins, aux services et aux traitements ne soit pas interrompu. Le leadership et l'engagement des communautés ont été déterminants à la riposte au VIH. Les communautés ont efficacement fourni des informations, distribué des ARV et ont permis de garder l'espoir dans ce contexte difficile. Cette contribution a également été déterminante dans la lutte contre la Covid-19.

Hommage au Dr NDIAGA MAKHTAR DIOP



Lors de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida, les acteurs ont eu à rendre un hommage au Dr Ndiaga Makhtar Diop, Médecin responsable des données de la prise en charge au CNLS, arraché à notre affection. Une minute de silence a été observée et des prières formulées pour que son âme repose au paradis. Une pensée pour une personne chère à la riposte au sida, un professionnel émérite, un médecin humble et efficace, un support pour de nombreux patients vivant avec le VIH, une référence pour la jeunesse.

Que la terre lui soit légère !

■ AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DU PROGRAMME DU DEPARTEMENT AMERICAIN DE LA DEFENSE POUR LA PREVENTION DU VIH/SIDA (DHAPP)

L'ANCS, EN COLLABORATION AVEC LE PROGRAMME SIDA DANS LES FORCES ARMÉES, LANCE LE PROJET « ARR SUNU JAMBAR YI »

Sollicitées régulièrement dans les théâtres d'opération pour des missions de maintien de la paix, les Forces armées sénégalaises constituent une cible vulnérable à l'infection au VIH/sida. Pour les protéger du virus ainsi que leurs familles, l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS), en collaboration avec le Programme sida dans les Forces armées sénégalaises, lance le projet « Arr Sunu Jambar Yi ». D'une durée de quatre ans, ce projet bénéficie du soutien du Programme du département américain de la Défense pour la prévention du VIH/sida (DHAPP).



Photo de famille de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet DOD en présence de la DE de l'ANCS.

Le projet « ARR SUNU JAMBAR YI » soutient le Programme militaire multisectoriel de lutte contre le sida pour renforcer la riposte contre l'épidémie de VIH/sida dans les forces armées sénégalaises. Mise en œuvre par l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS) en coordination avec le Programme sida des Forces armées sénégalaises, ce projet renforce spécifiquement les capacités institutionnelles, techniques et administratives des services sanitaires des forces armées sénégalaises (SAF) pour répondre de manière appropriée à l'épidémie et améliorer la gestion de toutes les ressources allouées à la lutte contre le VIH/sida chez les SAF. En outre, cela renforcera la capacité des centres médicaux militaires qui proposent actuellement des services de lutte contre le VIH/sida afin d'accroître de manière approfondie l'accès et l'adoption de services de qualité du VIH/sida à ceux qu'ils servent. Bénéficiant du soutien financier du Programme de prévention du VIH/sida de DoD (DHAPP), les bénéficiaires directs du programme sont les militaires et les gendarmes. Les autres bénéficiaires comprennent

les familles des forces armées et les habitants des communautés dans lesquelles se trouvent les sites militaires qui offrent des services de prévention, de soins et de traitement du VIH/sida. L'épidémie de VIH/sida a été dévastatrice et a eu des répercussions négatives sur beaucoup d'armées et d'autres organisations en uniforme dans le monde entier, en réduisant l'état de préparation militaire et en limitant les déploiements, causant un état de dépérissement physique et émotionnel chez les personnes infectées et leurs familles, présentant des risques pour le personnel militaire et leurs communautés élargies, tout en entravant les activités de maintien de la paix. Avec l'amélioration de la prise en charge du VIH, bon nombre de ces effets disparaît. Cependant, les armées doivent désormais assurer le traitement à vie de leurs bénéficiaires infectés par le VIH, en plus d'autres aspects de la prise en charge des maladies chroniques de longue durée. Le gouvernement américain a une longue tradition de collaboration et de partenariat internationaux dans la lutte contre le VIH/sida, sous la forme de financements, d'assistance technique et d'appui à des programmes. Toutes ces collaborations contribuent à la lutte contre l'épidémie du VIH/sida.

Réactions...

■ PHARMACIEN COLONEL BABACAR FAYE
Point focal Programme sida dans les Forces armées sénégalaises, Professeur d'université

« Le projet DOD s'inscrit dans un concept qu'on appelle Armée-Nation »



« L'armée au service des populations. C'est dans ce concept que s'inscrit le projet DOD appelé « Armée-Nation », souligne le colonel Babacar Faye, Point focal Programme sida au sein des Forces armées sénégalaises. « Les structures de santé des armées accueillent, au-delà des militaires et de leurs familles, tous les civils qui bénéficient des prestations de soins de l'armée. Sur 100 malades, les 90 sont des civils, toutes pathologies confondues. Le projet DOD

tient compte du contexte épidémiologique du Sénégal où la prévalence reste encore élevée dans les zones Sud avec les régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou. Pour des raisons de sécurité, les militaires sont présents dans ces zones. S'occuper de la cible forces de sécurité dans le cadre la réponse au VIH constitue ainsi une préoccupation pour le Sénégal qui a mis en place le Programme sida au sein des Forces armées. Ce programme, né en 2002, s'occupe principalement de l'armée et de la gendarmerie. Son objectif, c'est de veiller à ce que les militaires et leurs familles ne soient pas atteints du VIH. »

PREVALENCE DU VIH AU NIVEAU DES FORCES ARMEES SENEGALAISES

Un taux toujours inférieur à la moyenne nationale

Au Sénégal, le taux de prévalence du VIH au niveau des Forces armées est toujours inférieur à la moyenne nationale. A travers un dépistage effectué en 2006, on s'est rendu compte que les militaires étaient à un taux de prévalence de 0,70 %. Un taux en deçà de la population qui était à 0,74 %. Une autre enquête réalisée avec l'EDS en 2015, informe que la prévalence chez les militaires était de 0,3 %, là où la prévalence au niveau national était de 0,5 %. D'ailleurs, les derniers calculs réalisés au sein des Forces armées sénégalaises ont montré une prévalence de 0,18 %. Pour garantir et maintenir cette capacité opérationnelle de l'armée, le Haut-Commandement est obligé de mettre les militaires hors de portée de cette pandémie VIH. Une armée malade ne peut pas être opérationnelle. Quand un militaire quitte son foyer pendant une période d'un an ou six mois, il devient vulnérable.

MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DANS LE MONDE

Le Sénégal, septième pays en termes de contribution des troupes, selon l'ONU

Le Sénégal est le septième pays en termes de contribution des équipes militaires dans les missions de maintien de la paix au sein de l'ONU. « Nous disposons d'une armée très républicaine, bien entraînée avec les ressources humaines de qualité », souligne le colonel Babacar Faye, Point focal VIH au sein des Forces armées sénégalaises. Ce déploiement des troupes sénégalaises nécessite beaucoup de mobilité de la part des équipes à l'intérieur comme à l'extérieur des pays et devient un facteur de vulnérabilité des militaires. « Si on ne multiplie pas les séances de sensibilisation et les moyens de protection, ils peuvent être infectés, revenir et transmettre le virus à leurs familles et aux populations », prévient le directeur du Laboratoire de biologie moléculaire de l'Hôpital militaire de Ouakam (HMO).

■ DR PAPE MOUSSE NDIAYE
Regional programme manager pour le Sénégal, la Gambie et la Guinée-Bissau



« Les 2/3 des infections VIH apparaissent sur le continent africain »

Le DHAPP (US Department of Defense HIV and AIDS Prevention Program) est un programme du ministère de la Défense des Etats-Unis. Il relève de l'Agence pour la santé du ministère de la Défense (Defense Health Agency) et est chargé d'aider les partenaires militaires étrangers à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de prévention, de soins et de traitement du VIH/sida adaptés à la culture et aux besoins des militaires. DHAPP est actuellement présent dans 50 pays du monde dont 38 pays africains y compris le Sénégal. L'épidémie de VIH/sida a un impact dévastateur sur de nombreuses armées et autres organisations en uniforme dans le monde entier, en réduisant la préparation militaire, en limitant les déploiements, en provoquant un déclin physique et émotionnel chez les personnes infectées et leurs familles et en entravant les activités de maintien de la paix. Le DHAPP utilise une stratégie bilatérale et régionale intégrée pour la coopération et l'assistance à la sécurité en matière de VIH/sida. Depuis 2003, DHAPP soutient les Forces armées sénégalaises dans leurs efforts à maîtriser la propagation du VIH/sida. Grâce aux fonds alloués par le PEPFAR (Presidential Emergency Plan For AIDS Relief), DHAPP fournit, à travers l'ANCS, un appui conséquent aux armées et à la gendarmerie pour atteindre le contrôle épidémique de l'infection.

■ MASSOGUI THIANDOUM
Directeur Technique ANCS

« L'ANCS a toujours collaboré avec les forces de défense et de sécurité »



Les militaires font partie des groupes prioritaires, à cause de leur mobilité qui les expose à l'infection au VIH. En plus, il est admis que le programme militaire contribue de manière significative à la riposte au VIH au Sénégal, en offrant des services de prévention, de soins et de traitement aux civils infectés par le VIH. C'est pourquoi l'ANCS se réjouit de cette collaboration avec les Forces armées sénégalaises qui ne date pas d'aujourd'hui. En effet, l'ANCS a beaucoup collaboré avec les forces de défense et de sécurité, dans le cadre de ses programmes. Le projet « AAR SUNU DIAMBAR YI » vient concrétiser et consolider cette collaboration exemplaire et innovante. En effet, l'expertise et l'efficacité du programme militaire associées à l'expertise communautaire de l'ANCS sont sans nul doute une valeur ajoutée qui va impacter positivement la riposte au VIH au Sénégal. Enfin, ce projet viendra renforcer les structures communautaires et organisations au sein des familles des militaires pour asseoir les bases d'un programme répondant à sa vocation d'« Armée-Nation ».



Les représentants du CNLS, de l'ANCS et des Grands Moulins de Dakar, partenaires de l'Association des femmes vivant avec le VIH Aboya.

■ APPUI AUX FAMILLES DES PVVIH

Le siège de l'Association des femmes vivant avec le VIH, Aboya, sis à Guédiawaye, a servi de cadre à la cérémonie de distribution de fournitures scolaires destinées aux enfants des femmes membres de l'association, en particulier, et aux enfants affectés et infectés par le VIH, en général. L'activité a eu lieu le 26 décembre 2020, en présence des partenaires tels que les Grands Moulins de Dakar, le CNLS, l'ANCS et le Réseau national des associations de personnes vivant avec le VIH.

L'ASSOCIATION ABOYA OFFRE À 60 ORPHELINS ENFANTS VULNÉRABLES (OEV) DES FOURNITURES SCOLAIRES

ISSA NIANG Responsable Communication ANCS

Des visages d'enfants radieux, déterminés à bien travailler à l'école. C'est l'image qui illumine le siège de l'Association des femmes vivant avec le VIH, Aboya, qui a offert à 60 enfants orphelins vulnérables au VIH/sida des fournitures scolaires pour soulager les familles et donner de la confiance aux chérubins. Prenant la parole, la présidente et la vice-présidente de l'association Aboya ont remercié les partenaires pour leur appui technique et financier. Des partenaires qui soutiennent Aboya, dans le cadre de ses interventions auprès des femmes vivant avec le VIH. La présidente d'Aboya, Ndèye Astou Diop, a magnifié le partenariat avec les Grands Moulins de Dakar (GMD) qui, depuis 2019, offre une enveloppe d'un montant de 900 000 F CFA par trimestre, contribuant au fonctionnement de l'association.

Ces remerciements vont également à l'endroit du CNLS pour son appui avec la prise en charge du loyer de leur siège, l'ANCS et le RNP pour l'appui financier permettant le déroulement de certaines activités.

Le représentant des Grands Moulins de Dakar (GMD), Abdel Kader Gassama, a salué les partenaires présents, avant de revenir sur l'histoire du partenariat de leur entreprise avec Aboya. A l'occasion d'une activité organisée par les GMD, la présidente d'Aboya a fait un témoignage qui a suscité beaucoup d'émotion, faisant

réagir la Direction générale des Grands Moulins de Dakar qui a pris l'engagement d'accompagner les femmes vivant avec le VIH. Saluant l'engagement des femmes de l'association Aboya, M. Gassama affirme que son entreprise ne ménagera aucun effort pour le renforcement du partenariat avec ces « braves femmes », réaffirmant que les GMD restent ouverts et disponibles face aux préoccupations de ces femmes. La représentante de la secrétaire exécutive du CNLS, Mme Dicko Diallo, s'est félicitée de cet engagement des femmes d'Aboya en direction des enfants, tout en réitérant l'engagement du CNLS à accompagner les familles des PvVIH. Elle dira que le Conseil national de lutte contre le sida reste et sera toujours aux côtés des femmes d'Aboya. Cette initiative qui contribue à l'effort national de lutte contre le sida, mais aussi à la réinsertion scolaire pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination dont sont victimes les enfants, les femmes en particulier et les PvVIH, en général.

Prenant la parole au nom de la directrice exécutive de l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS), M. Issa Niang a salué cette belle initiative, ajoutant que l'ANCS continuera à soutenir les efforts de l'association Aboya pour aider les femmes à vivre positivement leur séropositivité. Et de rappeler les activités génératrices de revenus initiées par l'ANCS pour une autonomisation économique des femmes vivant avec le VIH.

Les partenaires ont souhaité aux enfants une année scolaire pleine de succès et de réussite, et que 2021 soit une année de la concrétisation et de la réalisation de tous les vœux de l'association et qu'elle soit couronnée de succès dans les résultats scolaires.

La stratégie des médiateurs appréciée

Dans sa parution du 9 juin 2021, le quotidien national Le Soleil a réalisé une enquête portant sur la prostitution au Sénégal. Dans ce dossier intitulé « Enquête sur le plus vieux métier du monde : Prostitution, le cercle infernal », le journaliste est revenu sur le travail extraordinaire effectué par la médiatrice de l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS). En effet, dans ce reportage, les médiatrices sont à l'image des « Bajenu Gox » et des relais communautaires. Elles effectuent également un travail de sensibilisation et d'assistance sociale dans tous les centres de prise en charge des professionnelles du sexe. Cette enquête du quotidien national conforte l'ANCS dans la mise en place de cette stratégie des médiateurs de la santé qui accompagnent leurs pairs dans le circuit thérapeutique, pour une meilleure prise en charge des maladies liées au VIH et aux infections sexuellement transmissibles. **REPORTAGE.**

ENQUÊTE SUR LE PLUS VIEUX MÉTIER DU MONDE



Prostitution, le cercle infernal

* Par Djiby DEM (Stagiaire - Le Soleil)

Le monde de la prostitution dessine des trajectoires bien singulières. Celles qui s'y meuvent, les professionnelles du sexe, en plus de braver les périls, attirent le regard chargé de réprobation d'une société attachée à sa morale collective.

Un silence de cathédrale ; on aurait entendu une mouche voler. On est dans une salle bien calme d'un centre de prise en charge des professionnelles du sexe. Ces dernières, assises autour d'une table, écoutent religieusement une médiatrice blanchie sous le harnais. La sexagénaire Maguette anime un débat qui échappe à l'inquisition. L'ambiance est plutôt décontractée, sans langue de bois, ni tabou. La médiatrice, ancienne professionnelle du sexe, le teint toujours éblouissant, la taille et la corpulence nobles, est arrivée dans ce milieu il y a plus de trente ans. « Grâce à sa beauté naturelle, elle ne chômait jamais », témoigne une vieille connaissance sous le couvert de l'anonymat. Mais, ceci est une vieille histoire. Elle est devenue la confidente des plus jeunes qui se livrent à la prostitution. La média-

trice est une boîte à secret dans ce milieu de la « luxure », avec ses codes et ses anecdotes. Comme celle-ci : « L'histoire d'une autorité, dont la mère était une professionnelle du sexe avec une envie compulsive de boire de l'alcool, m'a beaucoup marquée. Ayant fini sa provision, elle est allée dans un bar où elle s'est fait arrêter par la police. Lorsque son fils s'est rendu au commissariat pour la chercher, tous se sont mis au garde-à-vous. Prise de honte, elle s'est jetée dans les bras de son fils qui n'a pas éprouvé de gêne à la présenter comme sa mère, celle qui l'a mis au monde. »

Complicité avec la médiatrice

Aujourd'hui mariée et mère de plusieurs enfants, elle mène une nouvelle vie. Cependant, elle n'a pas oublié la rue envahie par de nom-

breuses prostituées. Consciente de ces risques, la médiatrice, rémunérée à hauteur de 80 000 FCfa par une Organisation non gouvernementale, a voulu rester à leurs côtés pour les accompagner, les orienter et les conseiller. La complicité qui existe avec ses « filles », comme elle les appelle affectueusement, se lit dans leurs échanges. Son rôle est de faire de la médiation sociale auprès des familles des jeunes filles s'adonnant à la prostitution pour régler certains problèmes. Dans tous les centres de prise en charge des professionnelles du sexe, il y a une médiatrice désignée et formée par des associations chargées de sensibiliser sur

Suite page 26

Prostitution, le cercle infernal



Suite de la page 25

le Vih/sida. Les médiatrices, à l'image des « bajenu gox » et des relais communautaires, font également un travail de sensibilisation et d'assistance sociale. Dans les centres, on leur donne des préservatifs, des lubrifiants. Bref, le nécessaire pour leur activité sexuelle.

Provisions de préservatifs et de lubrifiants

En ce lundi ensoleillé, c'est le jour de consultation pour ces professionnelles du sexe. Après les conseils, elles ont reçu une provision de préservatifs et de masques destinée à couvrir le bimestre. Maguette, qui est l'une de leurs aînées, connaît l'importance de cette journée. « J'étais une professionnelle du sexe comme elles. Aujourd'hui, j'ai accepté d'être à leurs côtés pour les accompagner, les conseiller sur les maladies telles que les infections sexuellement transmissibles et le port du préservatif ». D'ailleurs, elle conseille les filles de venir le lendemain de chaque rapport non protégé pour qu'elles soient mises sous Arv (antirétroviraux). Pour les consultations mensuelles, il faut juste s'acquitter de la somme de 1000 FCfa et tout le reste est gratuit. « Tous les trois mois, elles font des consultations car la réalité dans ce milieu est que des filles acceptent certaines propositions comme des rapports sexuels non protégés ou par voie anale. Ce qui n'est pas sans conséquence sur leur corps frêle de jeune fille », indique un des médecins préposés au contrôle médical. La raison de cette imprudence est simple : « Les difficultés de la vie », confie Fatima, jeune fille de joie. Personne ne mène cette existence dissolue par simple plaisir », ajoute Juliette, une autre médiatrice.

Des profils différents

Aïssata, teint clair, le regard éteint, a perdu son père. Mariée très jeune, elle a divorcé d'un mari fonctionnaire. A l'âge de 40 ans, elle est mère de trois filles. Le tribunal lui a donné la garde des enfants. Son chagrin, elle le partage avec sa mère. Cette dernière est bien au courant de l'activité de débauche qu'elle exerce depuis 2014. « J'ai une fille atteinte d'une leucémie. C'est ce travail qui m'a permis de la faire traiter. Une Ong m'a aussi aidée. Elle a été évacuée au Maroc pour des soins », confie cette belle dame qui n'a rien perdu de son éclat. Dans ce milieu, existent beaucoup de femmes divorcées, quelquefois laissées à elles-mêmes. « Personne n'aime ce métier, mais les aléas de la vie nous obligent parfois à embrasser d'autres univers. Avec le regard chargé de réprobation de la société, cela devient infernal », regrette-t-elle, consciente de braver bien des périls pour gagner sa vie.

Dans ce milieu aux trajectoires insoupçonnées, on trouve toutes les catégories sociales. « Parmi nous, il y a même des étudiantes qui travaillent pour payer leurs études et se faire une carrière professionnelle dans l'administration. Ou, dès qu'elles trouvent un mari, elles abandonnent le métier pour ouvrir une nouvelle page de leur vie », confie Fatou, le regard perdu. Jeune fille originaire du Sine, cette dernière explique comment elle s'est retrouvée dans le métier depuis 2016, bien malgré elle, quand l'horizon s'est assombri, sans perspective d'emploi : « Je vis avec mes parents et possède ma carte professionnelle. Et quand je dois aller travailler, je le fais en toute discrétion. Mon téléphone me suffit pour être en interaction avec de potentiels clients. »

APPARTEMENT, PUCES MARKETING, RÉSEAUX SOCIAUX...

On fait moins le trottoir

Quartier Ouest Foire, Talli Waly (Dakar). Une adresse qu'utilisent certaines professionnelles du sexe pour mener leurs activités. Mais la prudence est de mise. Il faut d'abord qu'elles soient convaincues d'avoir affaire à un client pour ouvrir grandement les portes de leur appartement. Elles ne se déplacent pas. C'est au client de venir. Et c'est presque sans concession. « Des clients appellent, tantôt passent ou se désistent. C'est vraiment différent quand on fait le trottoir où il est plus facile d'être abordée par un homme et de gagner en une nuit plus de 50.000 FCfa. Mais rester dans un appartement heurte moins notre morale collective », soutient l'une d'elles. L'image de la professionnelle du sexe dans une maison close s'efface petit à petit. Elles sont nombreuses à louer des appartements et studios utilisés à la fois comme espace de vie et de travail.

L'usage des « puces internet » vendus dans le marché noir élargit également le champ de possibilités des travailleurs du sexe. Ces cartes sont déjà identifiées et vendues à certaines d'entre elles qui habitent dans des appartements aux quartiers Ouest Foire, Nord Foire ou Mamelles. « Les vendeurs de ces puces assurent en même temps le marketing digital sur les réseaux sociaux. Ce qui permet aux détentrices de recevoir beaucoup de clients à travers des appels téléphoniques. Ainsi, les filles sont obligées de reverser en contrepartie entre 15.000 et 25.000 FCfa par semaine aux particuliers qui leur vendent les puces. Cependant, ces puces ne sont utilisables que pour une durée de trois mois. Au-delà, elles ne fonctionnent plus », raconte Aïda, une professionnelle du sexe, non sans assurer que ce procédé a beaucoup contribué à atténuer les effets de la pandémie de Covid-19.

« Certaines professionnelles du sexe noient leur chagrin dans l'alcool ou la drogue »

Se livrer à la prostitution, c'est marcher à la rencontre de l'incertitude tous les jours. C'est se donner à l'inconnu et apaiser ses exigences. « Il arrive que l'on ait affaire à des hommes bien. Et d'autres qui ne le sont pas, avec des envies dérivées. Il y a certains qui veulent des relations sexuelles non protégées. Face à certaines situations, nous n'avons pas le choix. On se donne alors à contrecœur, avec répugnance », dit Soukeyna, bouleversée par les tristes récits de ses collègues d'infortune. Pour dissiper le chagrin, ajoute-t-elle, « certaines professionnelles du sexe fument du chanvre indien, de la drogue, d'autres s'abreuvent d'alcool ». Voilà, selon elles, les faits qui poussent les forces de l'ordre à les prendre pour cible.



« Je préfère vendre mon corps que de voler »

Il n'y a rien de nouveau sous le ciel sénégalais. La prostitution est un vieux métier. Ces assertions jetées au hasard par Natasha dissimulent mal sa gêne. Le regard chargé de réprobation de la société est indisposant. Mais, pour cette jeune dame, la question est ailleurs : « Je préfère vendre mon corps que de voler », dit Natasha sans sourciller. Agée de 29 ans, Jeanne n'aime pas ressasser un passé qu'elle veut oublier car « il faut oublier le passé, vivre le présent et préparer l'avenir », se limite-t-elle à dire, heureuse d'avoir tourné la page. Mina, elle, n'a pas encore tourné le dos au milieu de la prostitution. Habitant le populeux quartier de Yoff, elle pratique la prostitution dans la clandestinité pour se prendre en charge. C'est devenu un secret de polichinelle dans le quartier. Envisage-t-elle ainsi d'aller vivre quelque part où on ne l'épie point ».

« TRACASSERIES » POLICIÈRES

Les explications de Me Sally Mamadou Thiam

Les professionnelles du sexe sont entre le marteau d'une société très exigeante et l'enclume d'une police régaliennne. L'une d'elles déclare : « Dans la société sénégalaise, pas de grâce pour nous. Il n'y a que nos parents, la médiatrice et les médecins qui nous acceptent. Nous sommes bannies le jour et acceptées la nuit par certains ». La médiatrice, comme les jeunes prostituées, dénonce les forces de l'ordre qui sont à leurs « trousseaux surtout dans les bars, ou dans certains coins de Dakar. »

Me Sally Mamadou Thiam, avocat à la Cour, précise toutefois que la prostitution n'est pas interdite au Sénégal. « Il y a juste des formalités qu'il faut accomplir pour exercer le métier. » Selon la robe noire, « il faut s'inscrire au fichier sanitaire et effectuer des visites médicales suivies et être âgé d'au moins 21 ans ». Cependant, Me Thiam indique que les forces de l'ordre, qui procèdent au contrôle, vérifient si la personne dispose des documents requis. À en croire l'avocat, même si une professionnelle du sexe dispose de documents, elle ne peut pas exercer dans la rue sous peine d'être arrêtée pour racolage : « Ces documents ne donnent pas tous les droits aux prostituées. » La plupart du temps, elles sont arrêtées pour non inscription au fichier, défaut de carnet sanitaire ou situation de minorité ou même de racolage même si toute personne est



libre de disposer de son corps dans les limites de ce que prévoit la loi, qui est différente de la morale. Ce qui amène Me Thiam à dire que la loi est vieille et doit nécessairement être mise à jour car l'exercice de la prostitution n'est pas clairement défini. En clair, c'est pour dire que « si la prostitution n'est pas interdite, son exercice est très difficile ».

UN VIRUS NON-DÉTECTABLE ET NON-TRANSMISSIBLE, C'EST BIEN POSSIBLE !



Prendre les ARV régulièrement contribuent à rendre le virus indétectable et non-transmissible.

C'est bien possible ! Avoir un patient VIH avec un virus non-détectable dans son corps et qui ne le transmet plus, quels que soient les modes de transmission. C'est toute l'ambition de la campagne de communication « U=U » dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH/sida. Initiée par les acteurs de la réponse au VIH regroupés autour du Conseil national de lutte contre le sida (CNLS) et de ses partenaires, la conception et la mise en œuvre inclusive d'une campagne de communication sur le concept « U=U » sont appuyées par le projet USAID/Neema à travers Intrahealth. Aujourd'hui, il est établi que le traitement antirétroviral ARV a progressé, au point que les personnes infectées par le VIH peuvent vivre en bonne santé, sans risque de transmettre sexuellement le virus à d'autres personnes ; tant qu'elles sont sous traitement ARV efficace. Bien que les preuves sur ce fait se multiplient depuis 2000, elles ont mis du temps à influencer la perception du public. La campagne « U=U », lancée il y a un peu moins de deux ans, vise à faire connaître davantage cet acquis de taille. Son objectif est de promouvoir l'observance, par les PvVIH, au traitement antirétroviral. Il s'agira d'assurer le dépistage au VIH/sida et la réalisation de la charge virale, mais aussi de contribuer à la réduction de la stigmatisation des PvVIH. D'ici décembre 2022, cette campagne nourrit l'ambition d'atteindre une cohorte de 80 % des PvVIH sous traitement, qui pourront citer au moins trois risques liés à la non-observance au traitement ARV. L'ambition est d'avoir également 60 % des PvVIH sous traitement qui affirment assumer positivement leur statut et 70 % des PvVIH sous traitement qui estiment avoir bénéficié du soutien de leurs proches dans leurs efforts pour le respect du traitement. Cette campagne « U=U » envisage aussi d'atteindre 60 % des populations clés sous traitement ARV, qui estiment avoir bénéficié d'une prise en charge adéquate dans le respect des droits du client. Il s'agira également de cibler 60

% des populations clés sous traitement ARV, qui estiment avoir bénéficié d'un accueil de la part du personnel de soutien (portier, gardien, etc.) respectueux des droits du client, et 70 % des prestataires impliqués dans la prise en charge des PvVIH qui estiment avoir bénéficié de renforcements ayant contribué à améliorer leur motivation dans la prise en charge des clients. Le Sénégal s'est doté d'un plan stratégique national de lutte contre le sida 2018-2022, qui offre un cadre d'intervention pour tous les acteurs de la réponse :

- Les cibles prioritaires pour le programme ont été clairement identifiées dans le document stratégique national de communication pour le changement de comportement
- Pour chaque catégorie de cible, les caractéristiques, les niveaux de prévalence ou d'estimation de populations, les comportements à risque, les comportements désirés ainsi que les objectifs de changement attendus sont spécifiés.

DÉCONSTRUIRE LA DUALITÉ SIDA=MORT AUX YEUX DE L'OPINION

Cette campagne de communication a une tonalité particulière, car elle adopte un ton positif, engageant et convaincant, afin de contribuer à déconstruire la dualité SIDA = MORT qui s'est incrustée dans l'imaginaire des populations. De ce fait, l'opinion pourra comprendre aisément que la PvVIH ne constitue pas un danger pour la communauté et qu'elle peut consolider la note d'ESPOIR d'une vie harmonieuse, malgré l'infection à VIH. Dans le même sillage, cette campagne vise à susciter davantage de soutien et d'accompagnement aux PvVIH, pour qu'elles puissent respecter leur traitement et réussir la suppression de la charge virale. Parmi ses axes stratégiques retenus, il faut retenir la promotion de l'observance au traitement pour une bonne prise en charge des PvVIH, le maintien des PvVIH dans le circuit des soins et le renforcement du plaidoyer pour un environnement favorable aux PvVIH, populations clés et groupes vulnérables.

Les cliniques communautaires de l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS) tournent déjà à plein régime dans la prophylaxie préexposition (PrEP) au premier trimestre de l'année 2021. Cette méthode de prévention consistant à l'administration d'antirétroviraux en amont de l'exposition pour prévenir l'infection à VIH, est devenue une réalité, avec 224 volontaires mis sous PrEP suivis au niveau des cliniques communautaires de l'ANCS.

DÉJÀ 224 PERSONNES SOUS TRUVADA AU NIVEAU DES CLINIQUES COMMUNAUTAIRES DE L'ANCS

Cette stratégie PrEP a montré son efficacité chez les populations fortement exposées à la contamination au VIH. Dans le cadre du Nouveau modèle de financement 3, les acteurs de la réponse au VIH, notamment le CNLS, la DLSI et l'ANCS, vont passer à l'échelle de cette stratégie qui cible les populations clés, mais aussi les médiateurs, les PvVIH et les prestataires de services. Ainsi, au cours de la mise œuvre du NMF3, des thèmes

sur la PrEP seront intégrés dans les séances IEC/CCC, dans la sensibilisation virtuelle et lors des séances de dépistage, pour susciter la demande. De même, des outils de promotion et des messages promotionnels seront élaborés et diffusés à travers les radios communautaires, les réseaux sociaux et les autres médias. Les interventions prévues dans le programme du NFM3 visent prioritairement la poursuite et le renforcement d'interventions en direction des populations clés et/ou vulnérables, pour l'adoption de comportements sécuritaires pour la réduction de la prévalence et de l'incidence du VIH.



Le Truvada : médicament que l'on administre aux patients sous PrEP.

Il s'agit généralement de stratégies de prévention de la transmission sexuelle à travers le dépistage, la promotion des comportements sexuels à moindre risque par des causeries, les sessions éducatives, la promotion de l'utilisation et la distribution de préservatifs. Il sera également mis en œuvre d'autres stratégies pour inverser le cours de l'épidémie auprès des populations clés. La prophylaxie préexposition (PrEP) qui s'annonce ainsi comme un outil contextuel pour répondre efficacement à la situation stagnante de la prévalence auprès des HSH, va être passée à l'échelle. Des stratégies novatrices seront déroulées à l'endroit des transgenres qui constituent de plus en plus des cibles émergentes et difficiles d'accès.

DES CONTRAINTES QUI PLOMBENT LA BONNE MISE EN ŒUVRE DE LA PREP

Toutefois, quelques contraintes sont venues plomber la bonne mise en œuvre de la stratégie PrEP. Il s'agit d'un manque de prise en charge du personnel pour l'acheminement des prélèvements au niveau du district, une absence de budget de communication pour les médiateurs et une insuffisance d'activités de promotion de la PrEP. En ce qui concerne les clients PrEP, on relève certaines difficultés pour les populations-clés à respecter l'heure au rendez-vous matinal. A cela s'ajoute une difficile compréhension de la stratégie PrEP par les populations-clés.

PRÈS DE 20 MILLE PERSONNES ISSUES DES FAMILLES DES PVVIH ET DES POPULATIONS HAUTEMENT VULNÉRABLES ENRÔLÉES

La Mutuelle de santé de l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS) a enrôlé près de 20 mille personnes issues des familles de personnes vivant avec le VIH et des populations hautement vulnérables pour l'année 2020.

Soulagement auprès des familles des personnes vivant avec le VIH et les populations hautement vulnérables. Certains de leurs soucis liés à une auto-prise en charge sanitaire sont désormais résolus, grâce à la contribution de la Mutuelle de santé de l'ANCS.

Lancée en septembre 2018, cette mutuelle a eu le mérite d'enrôler environ 20 mille personnes issues des familles des PvVIH et des populations hautement vulnérables. Répondant ainsi aux besoins spécifiques des bénéficiaires. Ce qui contribuera fortement à l'amélioration de la prise en charge sanitaire des PvVIH et des autres groupes les plus vulnérables au VIH.

Ainsi, l'ANCS, à travers son projet de mise en place d'une mutuelle de santé, s'inscrit dans les efforts de recherche de solutions à l'amélioration de l'accès des PvVIH et des populations les plus vulnérables à l'infection au VIH aux soins de qualité. L'objectif est de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de ces PvVIH et populations vulnérables, en augmentant leur capacité d'auto-prise en charge sanitaire.

Depuis 2016, l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS), qui est une organisation de la société civile leader dans la lutte contre le sida au Sénégal, a initié une stratégie d'enrôlement des PvVIH et des populations hautement vulnérables, dans les mutuelles de santé. C'est dans le cadre des subventions du Fonds mondial de lutte contre le sida et du Programme santé de l'USAID. Ceci, pour répondre au

souci des partenaires financiers qui souhaitent une stratégie de prise en charge médicale moins coûteuse et plus pérenne.

DIFFICULTÉS ET RUPTURE DE CONFIDENTIALITÉ DANS LA PYRAMIDE SANITAIRE

En effet, les familles infectées et affectées par le VIH continuent d'éprouver d'énormes difficultés avec les mutuelles de santé traditionnelles qui les contraignent souvent à respecter la pyramide sanitaire, malgré leur statut particulier. De plus, beaucoup de PvVIH redoutent une rupture de confidentialité de la part de ces mutuelles de santé, du fait de leur faible connaissance du VIH et l'inadaptation des services offerts dans certains sites.

ATTEINDRE LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE D'ICI 2030

Tous les États membres des Nations Unies se sont accordés sur le but d'atteindre la Couverture sanitaire universelle (CSU) d'ici 2030. Le Groupe de travail des Nations Unies, chargé de suivre les progrès vers les ODD, a décidé de deux critères pour réaliser la CSU : la proportion d'une population ayant accès à 16 services de santé essentiels et la proportion d'une population dépensant plus de 25 % des revenus du ménage pour la santé.

Dans un contexte de réduction de l'aide internationale sanitaire, le développement d'un système de financement permettant d'accéder à une couverture sanitaire a été considéré comme une priorité pour de nombreux pays en développement. Selon l'OMS, chaque année, 100 millions de personnes tombent dans la pauvreté, parce qu'elles doivent payer directement leurs soins de santé.

La meilleure façon d'assurer une couverture sanitaire universelle est de répartir les coûts dans l'ensemble de la population, à travers des versements réguliers de cotisations à un fonds qui met en commun des ressources sur lesquelles elle pourra compter en cas de maladie. Ainsi, la Couverture universelle en matière de santé vise à permettre à tout individu d'avoir un accès aux services de santé adaptés, sans occasionner des difficultés financières.





DÉPISTER

TRAITER

RETENIR



Alliance Nationale des Communautés pour la Santé
Certifiée ISO 9001
Membre de la Coalition
Internationale Sida



Pour l'atteinte des cibles 95-95-95 à tous les niveaux :

L'ANCS S'ENGAGE